DÉBATS • ALBANIE

« En Albanie, avec la “révolution des flamants roses”, le peuple refuse d’être réduit à une position de vassalité »

TRIBUNE

Fatos Lubonja
Ecrivain et journaliste

Dans une tribune au « Monde », l’écrivain et journaliste Fatos Lubonja explique les enjeux de la révolution albanaise, où la société civile s’élève contre les projets d’immobilier de luxe menés par le clan Trump autant que contre la politique du premier ministre, Edi Rama, et le poids de la corruption.

Publié aujourd’hui à 13h00 | Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés

Pour pleinement saisir les enjeux liés à la mobilisation contre le projet de complexe touristique mégalomaniaque de Jared Kushner et Ivanka Trump sur l’île albanaise de Sazan et la lagune de Zvërnec, un retour historique s’impose.

Dans les années 1920, le futur roi Zog Ier est déjà premier ministre en Albanie lorsque le fascisme prend le pouvoir en Italie. La force politique de Zog repose sur sa milice de 200 hommes, et lui-même est issu de familles de propriétaires terriens sous l’Empire ottoman. Un jour, Zog, chef d’une faction en lutte pour le pouvoir, demande au gouvernement italien de financer sa milice et lui propose, en échange, de céder des hectares de forêt en sa possession à la compagnie nationale de chemin de fer italien, s’engageant, une fois au pouvoir, à mener des politiques favorables au royaume d’Italie. La proposition est acceptée.

Parallèlement à cette transaction privée, des accords de commerce et de navigation sont conclus entre les deux gouvernements en 1923. Zog devient président de la République deux ans plus tard, avant la signature d’un pacte militaire secret, suivi d’un pacte d’amitié et de sécurité en 1926 avec l’Italie. L’Albanie devient, sous le règne du roi Zog [*1928-1939*], une semi-colonie italienne jusqu’à son occupation par Rome.

Cet événement est fondateur des relations entre un petit pays, ses dirigeants et les puissances ou empires étrangers. De longue date, le destin de l’Albanie et du peuple albanais a été déterminé par la vassalité et par une position périphérique. La vassalité signifiait que les dirigeants locaux tiraient leur légitimité des services rendus au centre de l’empire. Sous l’Empire ottoman, cela consistait à fournir des soldats. La position périphérique, elle, se traduisait par le fait que le centre lui permettait de gouverner selon ses propres règles, fermant les yeux sur ses errements et le blocage des réformes parfois progressistes.

Lire aussi | En Albanie, la « révolution des flamants roses » contre la famille Trump et le premier ministre Edi Rama

Ce paradigme s'est perpétué avec l'Italie, puis l'URSS, la Chine et, depuis la chute du communisme, l'empire occidental. Le projet d'hôtel de luxe mené par Jared Kushner incarne la version actualisée de ce paradigme, et s'articule avec le positionnement du premier ministre albanais, Edi Rama. Ce dernier agit comme un médiateur dans son propre pays au profit de quatre facteurs : l'harmonisation des intérêts des oligarques et de ceux du crime organisé, lequel est devenu, au cours des deux dernières décennies, le principal investisseur dans l'économie albanaise ; le pouvoir des médias, dans lequel ces deux derniers ont largement investi ; enfin, et peut-être surtout, ceux que les Albanais appellent leurs *« partenaires stratégiques »*, les Etats-Unis et l'Union européenne (UE), nouvel empire de référence pour Tirana.

Convaincu qu'elle est son assurance-vie politique, le premier ministre albanais n'a jamais cessé d'investir dans la communauté internationale occidentale. Quelques mois avant l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, Edi Rama, pourtant très proche des démocrates américains, a ainsi pris des mesures pour établir des relations amicales avec le candidat républicain. Il monte à bord du yacht de Jared Kushner et promet de lui donner un morceau d'Albanie, une démarche identique à celle consistant à offrir à Giorgia Meloni un terrain pour la construction d'un camp de demandeurs d'asile, tout comme, on l'a vu, le roi Zog avait jadis livré sa forêt aux Italiens.

Exclusion décomplexée

Cette vente de l'Albanie aux enchères satisfait les intérêts non seulement du gendre de Trump, mais également ceux du crime organisé et des oligarques albanais, qui contrôlent d'influents médias du pays et auxquels le gouvernement a accordé le statut d'investisseurs stratégiques. Ainsi l'Etat leur prête-t-il main-forte pour construire des complexes résidentiels et touristiques sur d'autres côtes albanaises, rendant l'accès à la mer toujours plus impossible aux Albanais.

Cette exclusion décomplexée explique la colère de l'opinion. Elle ne vise pas seulement le projet de Jared Kushner, mais plus largement le destin d'une Albanie bâtie par ce système criminel qui, après avoir écarté la population albanaise de la prise de décision, la spolie quotidiennement des espaces publics et des biens communs, au point que l'absence de perspectives produit et amplifie son émigration de masse. On comprend mieux les slogans les plus forts de la contestation : *« L'Albanie n'est pas à vendre »*, *« Boycottons les médias »*, *« Nous voulons une nouvelle Albanie »*. En somme, avec ce soulèvement que l'on appelle déjà « la révolution des flamants roses » [*les flamants roses sont particulièrement présents dans la lagune de Zvërnec*], le peuple albanais refuse d'être réduit à une position de vassalité.

Lire aussi | L'Albanie métamorphosée par le tourisme de masse

Un effet imprévu du projet de Kushner est d'avoir rendu contre-productif l'objectif d'Edi Rama de servir l'empire pour renforcer le soutien du centre à son égard. Le soulèvement albanais a jeté une lumière crue sur la façon dont sont gérés dans l'empire occidental la protection de l'environnement, le contrôle des décisions par une infime minorité et les conséquences des politiques intérieures et étrangères extrêmement irritantes de Trump. Cela étant, le problème du paradigme Etat vassal - empire persiste pour les Albanais, qui espèrent vivre un jour dans une Albanie membre de l'UE et où régnerait l'Etat de droit, mais qui peinent à se faire entendre par les instances européennes.

Tout se passe aujourd'hui comme si l'engagement sincère des pays occidentaux, au début des années 1990, à contribuer à la construction de la démocratie et de l'Etat de droit dans des pays comme l'Albanie s'était progressivement transformé en une politique considérant ces pays comme de simples ressources économiques et géostratégiques. Dans ce contexte, la tentation peut être grande chez les dirigeants occidentaux de désormais soutenir tacitement des dirigeants autoritaires, à tout le moins de détourner le regard sur leur exercice abusif du pouvoir dès lors qu'ils proposent des dérivatifs utiles (traitement des demandeurs d'asile) ou des lubies pharaoniques (projet Kushner). Avec cette « révolution des flamants roses », le peuple albanais, et notamment sa jeunesse, a lancé un mouvement civique inédit. Espérons que les Européens sauront soutenir leurs objectifs : abandon du projet Kushner, démission d'un gouvernement corrompu, et refondation de sa démocratie.

¶ **Fatos Lubonja,** ancien dissident, prisonnier durant les années de dictature, est un écrivain et journaliste albanais.

Fatos Lubonja (Ecrivain et journaliste)